

# Deux exemples parmi d'autres, une seule logique : privatiser !

## **La poste, le stade de la libéralisation**

Le processus ne date pas d'hier. Il commence avec la séparation progressive des télécommunications et de la Poste, achevée en 1990, et l'introduction de la logique marchande à la Poste (lors du passage du statut d'administration au statut d'entreprise publique). Il continue avec la filialisation récente du service bancaire : la "Banque Postale", les suppressions de postes et l'ouverture à la concurrence de l'acheminement des colis... Cette dégradation (volontaire!) permet de justifier une privatisation qui ne vise qu'à offrir un nouveau marché au patronat.

Aujourd'hui, le gouvernement poursuit cette logique en transformant la Poste en Société Anonyme (entreprise de droit privé), avant l'ouverture totale à la concurrence, en 2011.

Cette réforme accentuera nécessairement la logique de rentabilité entraînant, pour les postiers, des conditions de travail encore plus dégradées et, pour les usagers, une disparition progressive des implantations peu rentables (zones rurales et quartiers populaires), l'augmentation du prix des services et la disparition de la péréquation tarifaire (tarifs égaux quelque soit la région ou l'on se trouve, grandes villes ou zones reculées).

## **L'école, le stade du sabotage méthodique**

Depuis plusieurs années, l'éducation subit une avalanche de réformes (LRU, réformes du bac pro et du lycée...). Derrière l'apparente multiplicité, on retrouve la même logique de destruction du service public. Comme à la Poste, l'objectif est de livrer au privé un nouveau marché juteux, comme en témoignent le développement des boîtes de soutien scolaire (Acadomia etc) et la loi Carle, qui déshabille l'enseignement public au profit des écoles privées. Les suppressions de postes massives dans un secteur aussi essentiel montrent bien l'ampleur de l'offensive. En découle évidemment une augmentation des inégalités entre une école réservée aux riches et un service public délabré dans les quartiers populaires (manque de moyens et de possibilités pour les jeunes).

Dans le même temps, l'Etat tue dans l'oeuf la contestation avec des mesures réactionnaires (apprentissage systématique de la Marseillaise, réintroduction des cours de morale, disparition progressive des enseignements critiques (réforme des programmes de SES, plus d'hist-géo en terminale...), mise en place de mesures sécuritaires, comme les EMS etc).

## **Uns à uns, ils démantèlent sans problème**

A partir des années 70 avec le virage libéral, représenté notamment par Thatcher et Reagan l'état a pensé, mis en route et organisé la politique de privatisation. La gauche, au pouvoir en 1981, a dû faire le choix entre un alignement sur les politiques libérales des instances européennes et mondiales, et un changement de système. Les multiples privatisations et libéralisations qui ont lieu depuis 1983 (banques, France Telecom, EDF-GDF, le fret-SNCF, la Poste...) nous laissent deviner la voie choisie par le PS et ses satellites.

Cette politique est un double cadeau fait au patronat. Après nous avoir fait financé les infrastructures des services publics, l'Etat les livre aux appétits capitalistes. Or, tous les exemples de privatisation précédents l'ont montré : la privatisation induit une augmentation des tarifs et une baisse de la qualité du service rendu, ainsi qu'une dégradation des conditions de travail dans l'entreprise (réorganisation productiviste des services, recours de plus en plus fréquent aux contrats précaires...).

## **Unis, nous les ferons reculer!**

Comme nous l'avons vu, la gauche ne vaut pas mieux que la droite, il n'y a donc rien à attendre des prochaines élections et de celles qui suivront. Pour autant, se résigner ne donnerait que plus de force à Sarkozy et ses amis du MEDEF!

C'est la construction d'un véritable rapport de force intégrant travailleurs et usagers qui contraindra le gouvernement à reculer. Dans ce sens, la votation citoyenne contre la privatisation de la Poste est ambiguë. Elle reste sur le terrain institutionnel en demandant à l'Etat un référendum, sans se donner de moyen de l'y contraindre. Elle laisse penser qu'un simple mouvement d'opinion suffirait à renverser la tendance... Mais pour gagner, c'est la grève qui bloque l'acheminement et paralyse les entreprises qu'il faut voter! L'enjeu est aussi de favoriser le soutien de la population à la grève (soutien sur les piquets de grève, soutien financier, blocage de bureaux, boycott...)

Nous devons imposer un service public de qualité tourné vers l'égalité d'accès et la satisfaction des besoins de tous. Pour cela, il doit être géré par tous les usagers, conjointement avec les travailleurs du secteur, sans se raccrocher à une gestion étatique qui livre aux politiciens les services publics, permettant ainsi de les brader à tout moment.

**CONTRE LES PRIVATISATIONS, POUR UNE GESTION COLLECTIVE DES SERVICES PUBLICS, C'EST LA GREVE QU'IL FAUT VOTER!**

**Coordination des Groupes Anarchistes  
Groupe de Nantes  
cga.nantes@gmail.com  
Guillaume : 06 61 71 62 10**

[www.c-g-a.org](http://www.c-g-a.org)

Secrétariat CGA :  
c/o C.E.S BP 40 233  
66002 Perpignan Cedex  
secretariat@c-g-a.org

**CGA**  
**COORDINATION  
DES GROUPES  
ANARCHISTES**